



## **SNUipp-FSU**

### **Déclaration liminaire à la CAPD du 14 octobre 2010**

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Cette année scolaire a débuté dans des conditions très particulières. Les enseignants sont dans l'action et prennent une part active dans la lutte contre cette réforme des retraites. En effet, les conséquences vont être catastrophiques dans notre profession. Les enseignants du premier degré viennent de subir l'allongement de la durée d'activité de 55 à 60 ans. Avec cette réforme, ils devront attendre l'âge de 62 ans pour prétendre à la retraite et 67 ans pour annuler la décote. C'est mal connaître nos conditions de travail que de penser qu'à cet âge des hommes et des femmes pourront mener à bien normalement leurs missions.

Et ce n'est pas la seule perspective pessimiste. Les suppressions de postes subies et à venir rendent de plus en plus difficile notre mission d'enseignement. L'augmentation du nombre d'élève par classe est sensible dans le Gard tout comme l'augmentation des problématiques des élèves et de leurs familles. La quasi-absence de possibilité d'aide des membres des RASED laisse l'enseignant seul face à des difficultés des élèves qu'il ne peut résoudre en remplissant de jolis documents. Il en est de même pour les carences d'encadrement pour la scolarisation des élèves en situation de handicap. Parallèlement les contrôles et les restrictions des droits des personnels concourent à un climat peu serein : réunions d'information syndicale, liste de grévistes, déclaration d'intention de grève, directives particulières concernant l'organisation de l'aide personnalisée ou le planning des animations pédagogiques. Les perspectives annoncées pour 2011 concernant l'éducation ne permettent pas d'envisager l'avenir dans la confiance mais les enseignants ne se résoudront pas à accepter la casse du service public d'éducation.

Concernant l'ordre du jour, le plan de formation 2010/2011 ne répond pas aux attentes et aux besoins des enseignants. Dans les documents remis, nous retrouvons les stages sur ou hors temps de travail, avec ou sans remplacement, à candidature individuelle ou à public désigné, et même les formations obligatoires. Tout cela peut laisser croire à un grand choix de formation professionnelle. Il n'en n'est rien. Sur les 69 stages départementaux, 57 sont des stages à public désigné (stage école, liaison collège, formateur, ASH, circonscription). Parmi les 12 stages ouverts à tous (14 l'an passé), 6 stages de 2 à 4 jours, 5 stages R2 et 1 stage R3.

Nous sommes cependant satisfaits de constater que les stages « maternelle » et « arts » très demandés l'an passé ont été reprogrammés cette année.

L'offre de formation est loin de correspondre aux demandes. Le nombre de candidats par stage est parlant : insuffisant pour les stages de 2 jours alors qu'il est plus de 7 fois supérieur au nombre de places offertes pour d'autres.

Le SNUipp-FSU renouvelle sa proposition de demander aux premiers concernés, les enseignants, d'indiquer leurs besoins en formation. Ne pas vouloir entendre quels sont les besoins en formation relève d'une certaine forme d'autisme peu compréhensible. Il est vrai que l'exemple vient de très haut et se répète quasi quotidiennement.

La formation dans notre métier est pour le SNUipp-FSU, une nécessité. Elle doit demeurer une priorité tant pour la formation continue que pour ce que devrait être la formation initiale.

Les délégués du personnel SNUipp-FSU :

Sylvie BAILLEUL, Georges MICHEL, Christophe BOISSIER, Corinne PLACE, Philippe VIANNAY